

CHINE : LE CONTRÔLE OUVRIER DANS LES ENTREPRISES

« (...) Avons-nous vraiment compris la grande signification de l'expérience de Daqing (Taking) et connaissons-nous bien la voie du développement industriel qui nous est propre ? »

(Discours de Hua Guo Feng à la conférence nationale pour s'inspirer de Daqing dans l'industrie. 9 mai 1977. Pl n° 21 p. 15).

RAPPELONS brièvement quelles ont été la ligne et la voie suivies par le P.C.C. en matière de gestion des entreprises industrielles dans le cadre de l'édification économique de la République populaire de Chine.

Cette ligne et cette voie ont été définies, dans leurs principaux aspects, en mars 1960, par Mao Tsé Toung dans l'observation qu'il a rédigée en marge d'un rapport du comité du parti pour la municipalité d'Anchan ; « La société sidérurgique d'Anchan est la première grande entreprise de notre pays et occupe plus de 100.000 ouvriers et employés. Autrefois, on considérait que cette entreprise étant toute moderne n'avait plus besoin d'une révolution technique, on était à plus forte raison opposé à tout vaste mouvement de masse et au principe de faire participer les cadres au travail productif et les ouvriers à la gestion, de réformer les règlements dans ce qu'ils ont d'irrationnel et d'assurer une étroite coopération entre cadres, ouvriers et techniciens, enfin on était contre la mise

de la politique au poste de commandement, on n'avait confiance qu'en une minorité de gens qui travaillaient dans une atmosphère morne. Beaucoup avaient pris position pour le système de responsabilité du directeur de l'usine envers le travail qui lui est assigné sous la direction du comité du parti. Ils estimaient que la « charte de Magnitogorsk » (1) (système d'un grand combinat sidérurgique de l'Union soviétique qui fait autorité) était sacré et inviolable. Il en était ainsi jusqu'à la veille du Grand Bond en avant (2) en 1958, c'était la première étape... Le présent rapport (mars 1960) marque un nouveau pas en avant ; on a fait place nette de la « charte de Magnitogorsk » et créé une charte de la société sidérurgique d'Anchan. Celle-ci a vu le jour en Extrême-Orient, en Chine... (C'est) un grand mouvement marxiste léniniste des révolutions technique et économique dans les villes comme à la campagne. » (3)

Ainsi donc, au début des années 60, au moment crucial où la lutte contre les révisionnistes du P.C.U.S

et l'influence de leur conception au sein du P.C.C. se déroulait avec acharnement, Mao Tsé Toung, définissant la « charte de la société sidérurgique d'Anchan » comme charte fondamentale à suivre par l'ensemble des usines, avançait une ligne marxiste en matière de gestion et indiquait une voie socialiste de développement industriel propre à la R.P.C.

Quels sont les principes établis par la « charte d'Anchan » ?

- 1- toujours mettre la politique au poste de commandement ;
- 2 - renforcer la direction du parti,
- 3 - mener de vastes mouvements de masse ;
- 4 - faire participer les cadres au travail productif et les ouvriers à la gestion, réformer les règlements dans ce qu'ils ont d'irrationnel et assurer la coopération entre cadres, ouvriers et techniciens ;

1) *Le système de gestion appliqué par les entreprises industrielles d'URSS confie la responsabilité de la direction uniquement à un homme qui n'a de compte à rendre qu'à l'autorité administrative supérieure. Ce système de direction renforce le centralisme bureaucratique et conduit à une confusion entre le pouvoir politique et le pouvoir technique dans la mesure où l'on estime que les tâches de production sont déterminantes et avant tout techniques, ce qui conduit à subordonner la politique à la production et à la direction technique. Ce système conduit donc à mettre la technique au poste de commande.*

2) *Le mouvement du « Grand bond en avant » fut lancé en 1958 par le PCC : au terme d'une analyse critique de la dictature du prolétariat en URSS et des premières années d'édification du socialisme en Chine, le PCC tient à réaffirmer la conception marxiste-léniniste du socialisme comme « œuvre des masses populaires elles-mêmes ». Le Grand Bond en avant va être l'expérimentation sur une échelle sans précédent de la conviction que « la force productive principale, c'est l'homme » (Marx) et qu'en conséquence le développement économique doit être conçu comme mise en œuvre de cette force principale que constituent les producteurs directs (paysannerie, classe ouvrière), c'est-à-dire un mouvement de masse : c'est, dans ces conditions, l'initiative accordée aux autorités locales et aux masses populaires dans la construction du socialisme.*

3) Cité dans BI n° 14 (1977). P. 3.4

5 - déclencher les mouvements d'innovation et de révolution technique.» (4)

Daqing fut l'une des premières entreprises à avoir appliqué la charte d'Anchan et, à ce titre, elle constitue l'entreprise au sein de laquelle les travailleurs ont le mieux su «mener conjointement la révolution et la production». En 1960, alors que l'économie chinoise connaît de graves difficultés, alors que les soviétiques viennent de supprimer brutalement l'aide économique à la Chine, des milliers de travailleurs «pionniers» pratiquent les premiers forages : en travaillant sans relâche, dans des conditions très pénibles (il fait couramment -30° à Daqing pendant l'hiver), contre l'avis des «experts» soviétiques, ils découvrent le pétrole et mettent en route la production sur cette ancienne zone désertique du Nord-Est de la R.P.C. L'épopée continuera au cours des années suivantes et Daqing deviendra le symbole de l'entreprise socialiste, l'exemple de la voie à suivre sur le front industriel : Daqing constituera peu à peu le grand complexe industriel qu'il est aujourd'hui (pétrole, pétrochimie), rassemblant 350.000 travailleurs et où les activités agricoles sont progressivement développées (sur 10.000 hectares de cette terre autrefois désertique, on produit aujourd'hui plus de 20.000 tonnes de céréales et 15.000 tonnes de légumes !) (5).

Daqing est ainsi devenu l'exemple «d'avant-garde» sur le front de l'industrialisation socialiste en Chine.

En 1976, la disparition des principaux dirigeants historiques de la révolution chinoise, puis la défaite politique, au sein du Comité Central du P.C.C., de la ligne soutenue par quatre dirigeants opposant la tâche du renforcement de la dictature du prolétariat à celle de la quadruple modernisation, conduisent la direction à convoquer, en 1977, le onzième congrès du parti. A l'issue de ce congrès, l'exigence de la quadruple modernisation est fixée clairement comme condition indispensable à la consolidation de la dictature du prolétariat en Chine. Et en décembre 78 (troisième session plénière du C.C. issu du onzième congrès), le P.C.C. décide de «centrer l'activité du parti sur la modernisation socialiste du pays.» (6)

Or, cette signification politique accordée à la quadruple modernisa-

tion socialiste, le lien affirmé de cette tâche avec la consolidation, en Chine, de la dictature du prolétariat par le C.C. actuel du P.C.C. conduisent, en France, certains, réunis principalement autour de l'économiste Charles Bettelheim à estimer que cette orientation du P.C.C. (7) traduit nettement l'abandon progressif de la voie socialiste de gestion dans les usines telle que l'avait définie Mao Tsé Toung et telle qu'elle avait été appliquée victorieusement notamment à Daqing au cours de la Révolution Culturelle.

Y aurait-il donc eu en Chine un abandon de la ligne et des principes établis par Mao Tsé Toung ? Plus largement, comment se pose aujourd'hui en Chine, pays socialiste du Tiers Monde, le problème du contrôle ouvrier dans les entreprises ?

CONTROLE OUVRIER ET LUTTE POUR LA DEMOCRATIE

«Sans démocratie, pas de socialisme, pas de quatre modernisations. La modernisation socialiste n'est réalisable qu'avec l'appui et l'initiative des masses (...) C'est aux masses populaires dirigées par le Parti à créer et à réaliser la modernisation socialiste à la chinoise (...) Mais notre système de démocratie socialiste, nous devons l'avouer, n'est pas parfait. Comme la modernisation, la démocratisation est un processus et doit se réaliser pas à pas.»

BI n° 20 (1979). Editorial du Renmin Ribao : Ayons l'esprit libre et suivons notre voie propre - p. 10

En avril 1977, le P.C.C. convoquait la Conférence nationale pour s'inspirer de Daqing dans l'industrie ; celle-ci affirmait la nécessité de populariser l'expérience de Daqing et de généraliser les entreprises de ce type (8) Pourquoi ? «(...) parce que Daqing est un modèle d'étude de la pensée Mao Tsé Toung et d'application sur le front industriel de la théorie magistrale de la continuation de la révolution sous la dictature du prolé-

tariat, un modèle de révolutionnarisation guidant l'industrialisation et de progression dans une voie de développement industriel propre à la Chine, (parce que) l'entreprise applique intégralement la charte de la société sidérurgique d'Anchan, attache une grande importance et à la révolution dans la superstructure et à la révolution des rapports de production ainsi qu'aux innovations et à la révolution techniques, et développe rapidement la production.» (9). En effet, selon le P.C.C., l'expérience historique a prouvé que la révolution ne doit pas se limiter à la transformation de la propriété des moyens de production, qu'une révolution socialiste radicale doit se poursuivre sur les fronts politique et idéologique et qu'il faut réformer sans cesse les éléments des rapports de production qui ne correspondent pas aux forces productives ainsi que ce qui, dans la superstructure, ne s'accorde pas avec la base économique. Sans la continuation de cette révolution, le système socialiste ne peut être consolidé et les entreprises de propriété publique peuvent dégénérer en entreprises capitalistes d'Etat comme en U.R.S.S. (10)

C'est, par conséquent, pour prévenir ce danger réel d'un abandon dans la gestion des usines de la continuation de la révolution dans la superstructure, dans les rapports de production et dans le domaine des techniques de production que le parti réaffirme le mot d'ordre :

4) BI n° 18 (1977). P. 19

5) Chiffres donnés par Alain Lefebvre dans «Le système économique chinois» P. 154. Editions Privat.

6) BI n° 52 (1978). P. 10-11.

7) On se reporterà pour l'analyse de ce lien tel qu'il est établi par le PCC à l'heure actuelle à FR n° 5 (P. 16 à 20).

8) Discours de Li Xiannian à cette conférence nationale. BI n° 18 (1977). P. 17.

9) Discours de Hua Guofeng à la conférence nationale. BI n° 21 (1977). P. 8-9.

10) Discours de Yu Qiuli. BI n° 22 (1977). P. 15



A Daqing, un groupe d'ouvriers, cadres et techniciens étudie un problème d'isolation thermique.

s'inspirer de Daqing dans l'industrie. «Ce que Daqing a pu faire, les autres entreprises devront et pourront aussi le faire. Le Comité Central exige que toutes les entreprises se mettent consciemment à l'école de Daqing et que, pendant le cinquième plan quinquennal, au moins un tiers des entreprises du pays deviennent des entreprises comme Daqing, les entreprises-clés devant retenir tout particulièrement notre attention.» (11)

Par la suite, de plus en plus, la presse du parti insiste sur ce point : l'application de l'esprit de Daqing sur le front industriel doit s'identifier à la lutte pour la démocratisation.

En effet, l'analyse de la période où l'influence des Quatre a été la plus pesante montre que l'application des mots d'ordre appelant à prendre exemple sur telle ou telle expérience d'avant-garde a pu donner lieu à des erreurs de type bureaucratique ou gauchiste. Là où les conditions matérielles n'étaient pas réunies, là où ni l'état des

forces productives ni le niveau de conscience, idéologique et politique des larges masses ne le permettaient, l'application de tels mots d'ordre a parfois conduit à de graves difficultés dans la production ; dans les cas où les conditions matérielles et politiques ne rendaient pas possible l'application des méthodes de gestion, des normes de travail, de répartition etc. de l'unité avancée, il est clair qu'une telle application n'a pu se faire qu'en forçant les choses et donc en passant par-dessus non seulement les conditions concrètes matérielles mais les idées des masses. Dans cette logique, est niée la nécessité de l'unification politique des masses, de l'expression large des points de vue, de l'exercice de la démocratie. Tendent au contraire à s'instaurer les méthodes autoritaires et se créent les conditions d'une coupure avec les masses.

La lutte pour la démocratisation, liée à l'accomplissement des 4 modernisations, est sans doute l'une

des formes concrètes de la lutte entre les deux voies, au sein du parti à cette étape de la transition socialiste en Chine (12). En effet, au moment où la tâche de la modernisation socialiste est devenue la tâche centrale pour le parti, placer la politique au poste de commandement afin d'accomplir cette lutte à la fois pour la production et pour l'expérimentation scientifique exige du parti qu'il s'appuie sans hésiter sur les travailleurs pour diriger la lutte contre l'«esprit bureaucratique», **obstacle à la réalisation de la démocratisation et de la modernisation socialistes.**

11) *Discours de Hua Guofeng. BI n° 21 (1977). P. 15*

12) «Dans les entreprises, la révolution dans la superstructure vise fondamentalement à consolider la dictature du prolétariat jusque dans les unités de base au travers de la lutte acharnée entre les deux classes, entre les

Pourquoi une telle lutte est-elle en ce moment nécessaire ? «*Parce qu'il existe encore des restes du féodalisme, des nostalgiques du capitalisme et des forces réactionnaires (...)* Notre pays est à présent comme Lénine avait décrit le sien : «*un état ouvrier présentant une déformation bureaucratique*». Les droits démocratiques du peuple peuvent donc subir toutes sortes de violations et courent le danger d'être perdus. C'est pourquoi la conquête et la défense de la démocratie deviennent une tâche de longue haleine, extrêmement importante pour le Parti et le peuple. La voie du développement du socialisme n'est pas rectiligne». (13)

Cette situation plonge ses racines dans l'histoire de la Chine, dans son passé de pays semi-colonial, semi-féodal qu'il était avant 1949 : poids du féodalisme, habitudes millénaires de la petite production... sont autant de facteurs avec lesquels la Chine socialiste d'aujourd'hui doit compter, et qui délimitent les conditions spécifiques de l'édification du socialisme en Chine.

Par conséquent, accomplir la tâche de la modernisation de l'industrie selon une voie de gestion socialiste en Chine nécessite de faire le bilan de l'édification économique depuis 30 ans. C'est une des tâches que le P.C.C. s'est fixé de réaliser.

Mais dès aujourd'hui, il est clair que le renforcement du contrôle ouvrier dans les usines ne peut se poser indépendamment de la lutte pour la démocratisation. S'appuyer résolument sur la lutte des travailleurs pour la démocratie socialiste, telle est une condition essentielle de la modernisation de l'industrie.

RENFORCER LE CONTROLE OUVRIER DANS LES ENTREPRISES

«*La ligne de masse, c'est la ligne fondamentale du parti et la participation des masses à la gestion est un système fondamental du socialisme*»

(Hua Guo Feng - Discours à la Conférence sur les finances et le

commerce - Juillet 1978 - BI
n°30 - p.14)

Examinons les mesures par lesquelles la classe ouvrière chinoise, sous la direction de son parti, peut continuer la révolution dans les entreprises industrielles.

La révolution dans la superstructure

Celle-ci vise fondamentalement à consolider la dictature du prolétariat dans l'usine au travers de la lutte entre les deux voies de façon que le pouvoir de direction politique et idéologique soit effectivement détenu par la classe ouvrière.

Il s'agit en effet pour le prolétariat de contrôler de plus en plus directement, sous la direction de son parti, la gestion de l'entreprise, c'est-à-dire les conditions, l'organisation et les buts de la production. La condition pour exercer ce contrôle politique, c'est la participation active de la classe ouvrière à la gestion de l'entreprise à ses différents niveaux, autrement dit le processus de la gestion démocratique :

1 - le plan unifié d'état au sein de l'entreprise, première expression «concrète» du processus de gestion démocratique :

La participation réelle des travailleurs à la discussion et à l'élaboration du plan proposé par l'Etat ou l'administration centrale est décisive du point de vue politique puisqu'elle est le moyen, pour les travailleurs, de contrôler la nature de l'accumulation faite au niveau de l'entreprise, c'est-à-dire la répartition des bénéfices versés par l'Etat à l'entreprise et leur utilisation (14).

Pour caractériser avec précision ce type de planification qui n'est pas centralisée de façon administrative ni bureaucratique mais qui vise à faire intervenir largement la classe ouvrière, le P.C.C. emploie le terme de planification «unifiée» d'état : cette unification consiste à s'appuyer sur les initiatives des travailleurs afin d'unifier ces initiatives, d'aider à leur développement tout en tenant compte des orientations concrètes (quantitatives et qualitatives) données aux différentes industries en fonction de la ligne politique générale et d'un développement global équilibré. Bref, il combine les orientations politiques éma-

nant du parti et les initiatives des masses.

Le terme de «plan unifié» d'état signifie qu'il y a eu unification au cours de l'élaboration du plan autour des intérêts de l'Etat, de l'entreprise et des travailleurs.

Le mécanisme d'élaboration du plan (aller et retour de la base au sommet) aboutit donc à des décisions prises en commun. Le comité du parti dans l'usine dirige ce processus d'unification en s'appuyant sur la consultation des travailleurs : dans un premier temps, sont convoquées des réunions préliminaires pour discuter le bilan de l'ancien plan et préparer le nouveau plan de production de l'usine et cela dans chaque atelier. Ces réunions de travail reposent donc sur un examen attentif et concret de la situation et aboutissent à des objectifs réalistes ; dans un second temps, ces réunions préliminaires de consultation terminées, c'est la convocation annuelle du congrès des travailleurs de l'entreprise ou de leurs représentants sous la direction du comité du parti. Au cours du congrès, les travailleurs ou leurs délégués, après un ultime débat, décident :

— soit l'utilisation à faire des fonds versés à l'entreprise par le plan d'état : par exemple, au cours du congrès des 600 représentants ouvriers d'une usine de roulements à billes de Harbin (douze mille ou-

deux voies, entre les deux lignes. A cet effet, on doit y appliquer fermement la ligne révolutionnaire du président Mao, y combattre et vaincre la ligne révisionniste de façon que le pouvoir de direction soit effectivement détenu par les marxistes et les masses ouvrières ; on doit également mener en profondeur un travail politico-idéologique (...). De quel esprit s'agit-il là ? Du véritable esprit communiste ! Cet esprit révolutionnaire est la source d'énergie grâce à quoi Daqing a obtenu de grands succès. Et d'où vient un tel esprit ? De la politique prolétarienne placée au poste de commande, de la révolutionnarisation idéologique». *Discours de Hua Guofeng à la conférence nationale pour s'inspirer de Daqing dans l'industrie. BI n° 21 (1977). P.9.*

13) BI n° 2 (1979). P.10.

14) On se reportera à l'étude de cette question dans FR n° 5 : «La modernisation socialiste et le profit». P. 29.

vriers et employés au Nord-Est de la Chine) l'utilisation des fonds de l'entreprise figurait à l'ordre du jour : «L'usine a dépassé dans tous les domaines le plan d'état l'année dernière et prélevé, pour le bien-être collectif, une somme de 1.060.000 yuans. Un directeur adjoint a parlé du budget étudié lors d'une réunion du directeur, des directeurs adjoints et des chefs de bureaux. Selon ce projet, cette somme serait affectée aux primes à accorder aux travailleurs modèles, à l'établissement d'une ferme qui fournirait des denrées alimentaires, à la construction d'une maison de repos et à l'acquisition des bouteilles de gaz butane.

Les représentants ont discuté en assemblée et en groupes. Des objections ont été faites à certaines propositions. Par exemple : l'usine doit d'abord bien gérer la ferme qu'elle possède déjà. Celle-ci est peu rentable, mais on y a fait de gros investissements. Il ne faut pas en construire d'autres. Ils ont été d'accord pour un sanatorium, mais ont déclaré que cette année on pourrait seulement entreprendre les travaux préparatoires et qu'on ne devrait pas dépenser trop d'argent. «*Les logements et les autocars sont insuffisants. Il faut construire des habitations et acheter quatre cars. Il faut aussi construire un établissement de bain pour une unité qui se trouve loin de l'usine.*» (15)

— soit le plan de production à réaliser par l'entreprise : c'est ce qu'indique un ouvrier d'une horlogerie de Tianjin regroupant à peu près 3000 ouvriers et employés : «*(...) Lors de chaque congrès, on étudie les problèmes de la production, on les discute et on adopte des résolutions s'y rapportant.*» (16)

Ainsi donc, les travailleurs ayant participé à l'élaboration du plan et s'étant prononcés sur les objectifs à atteindre peuvent considérer que la réalisation du plan est «leur affaire» et non exclusivement l'affaire des experts comme dans les entreprises capitalistes.

La planification unifiée est donc partie intégrante d'une voie socialiste de gestion dans l'entreprise : au travers d'elle, il s'agit à la fois de développer les forces productives reposant sur les producteurs associés, de mettre en œuvre une coopération politique et idéologique dans la lutte pour la production et de créer ainsi les conditions qui

permettent aux producteurs directs d'exercer progressivement un contrôle politique sur les moyens de production et non pas de leur enlever ce contrôle au moyen de décisions bureaucratiques prises par la seule administration centrale.

Le processus, au sein d'une usine, du plan unifié d'état dirigé par le comité de parti est l'une des premières expressions «concrètes» de la voie de la centralisation démocratique par opposition à la voie de la centralisation bureaucratique ou administrative dans la mesure où ce processus vise à indiquer que la gestion de l'entreprise ne doit pas, en dernier ressort, s'appuyer principalement sur les mesures purement administratives. (17)

2 - Le contrôle de la direction et des cadres de l'entreprise, autre expression «concrète» du processus de la gestion démocratique :

A. Le principe du système de responsabilité assumée par les directeurs d'usine sous la direction du comité de parti :

Au début des années 1950, à cause du manque d'expérience dans la gestion socialiste des entreprises, beaucoup d'usines en R.P.C. ont appliqué le système de responsabilité d'un seul directeur comme c'était le cas en U.R.S.S. Tout le pouvoir de l'usine était entre les mains d'un directeur qu'il s'agisse des finances, du personnel, des plans de production ou des problèmes techniques.

Le directeur se trouvait de fait au dessus du comité de parti et les ouvriers et les cadres ordinaires avaient encore moins le droit à la parole. **Cette non-distinction entre le pouvoir politique et le pouvoir technologique** aboutissait à subordonner le premier au second, à entraver la mise en œuvre du principe : la politique au poste de commande. Ce système a été supprimé en 1956. (8^e Congrès du PCC).

En 1958, au moment du lancement de la campagne du «Grand Bond en avant», selon les directives de Mao Tsé Toung sur le renforcement de la direction du parti dans les entreprises et sur l'application de la ligne de masse, fut mis en pratique le système de responsabilité des directeurs d'usine sous la direction du comité du parti envers les

travail qui leur est assigné. Dans ce système, le directeur est placé sous l'autorité du comité du parti, les problèmes importants doivent être soumis à la discussion collective par le comité du parti et le directeur ne peut pas prendre de décisions arbitraires. Mais il a l'entière responsabilité de la production, de ce qui est technique.

Selon ce système, il y a donc distinction entre le pouvoir politique qui appartient au comité du parti et le pouvoir technique qui appartient au directeur et ses adjoints (le conseil d'administration), le pouvoir technique étant mis sous le commandement de la politique. C'est ce que précise le secrétaire du comité du parti de la fonderie de la société sidérurgique Cheoutou à Beijing : «*Les décisions importantes concernant la production, la technique, les finances et la vie ouvrière doivent être discutées et arrêtées par le comité du parti mais, une fois les décisions prises, c'est au directeur d'usine d'organiser leur mise en exécution. Le comité du parti doit appuyer l'organe du commandement unifié, présidé par le directeur d'usine, dans l'exercice de son pouvoir sur la production et l'admi-*

15) BI n° 23 (1979). P. 17

16) BI n° 49 (1978). P. 7

17) «La gestion économique ne doit pas, en dernier ressort, s'appuyer principalement sur les mesures administratives (...). Les mesures purement administratives constituent souvent un frein à l'ardeur, à l'initiative et à l'esprit créateur que manifestent les échelons inférieurs des localités, les entreprises et les travailleurs ; elles réduisent les attributions d'une entreprise de sorte que les dirigeants et les travailleurs des entreprises, animés d'une volonté révolutionnaire et pleins d'élan manquent de latitude pour développer leur action collective et donner la mesure de leur compétence individuelle ou pour le moins, ne peuvent pas déployer toute leur ardeur. En toute chose, ils se voient obligés d'attendre passivement les décisions et les directives venues d'en haut (...). En somme, les fonctions de la gestion basées sur les mesures purement administratives doivent être réduites au minimum (...). Se conformer aux lois économiques pour accélérer les quatre modernisations. BI n° 47 (1978). P. 13-14.

nistration, et, en même temps, il doit surveiller et contrôler son travail. Le directeur peut et doit régler à temps les problèmes urgents qui surgissent dans la production, et ensuite il en fait part au comité du parti. Ce dernier doit assurer l'accomplissement du plan d'état et l'application des décisions et des directives émanant des organes supérieurs» (18)

Pendant la Révolution Culturelle, l'intensité prise par la lutte de classes, par la lutte contre les manifestations du révisionnisme a conduit à remettre en cause le système lui-même. Certains directeurs apparaissaient particulièrement influencés par les idées révisionnistes ; de plus, les 4 ont fortement tendu à faire de cette réalité un cas général. Le système du directeur sous contrôle du comité du parti fut donc supprimé et remplacé par une direction collective élue, celle du comité révolutionnaire. Ainsi, dans certaines usines, le comité révolutionnaire a pu jouer le rôle d'organe administratif placé sous la direction du comité du parti de l'entreprise.

Cependant, bien que le bilan

complet du rôle joué par les comités révolutionnaires ne soit pas tiré par le PCC, il apparaît des limites certaines à ce rôle : tout d'abord, les comités révolutionnaires, créés au cours de la Révolution Culturelle avaient été mis en place pour répondre à un problème bien déterminé : la nécessité que, dans un certain nombre d'usines où les influences révisionnistes avaient particulièrement pesé, y compris sur la direction de l'usine, à la fois la direction politique et l'administration soient assurées. Cette lutte menée, le comité révolutionnaire pouvait-il encore assurer l'ensemble de ces tâches ? Il ne le semble pas. Au contraire, son maintien a tendu à créer une importante confusion des organismes et à créer un blocage dans le fonctionnement des entreprises.

C'est ce qu'observe le secrétaire du comité du parti de la fonderie de la société sidérurgique Cheoutou à Pékin : «En août 1975, j'ai repris les fonctions de secrétaire du comité du parti de l'usine et j'étais en même temps président du comité révolutionnaire. J'ai découvert alors que les problèmes s'accumulaient.

Le comité révolutionnaire avait beaucoup de membres mais aucun n'avait de fonction précise. Chacun s'occupait des grandes et des petites affaires, mais personne n'en assumait la responsabilité... Je me retrouvais donc totalement pris par les affaires quotidiennes et n'avais pas le temps de réfléchir et de résoudre les problèmes importants».

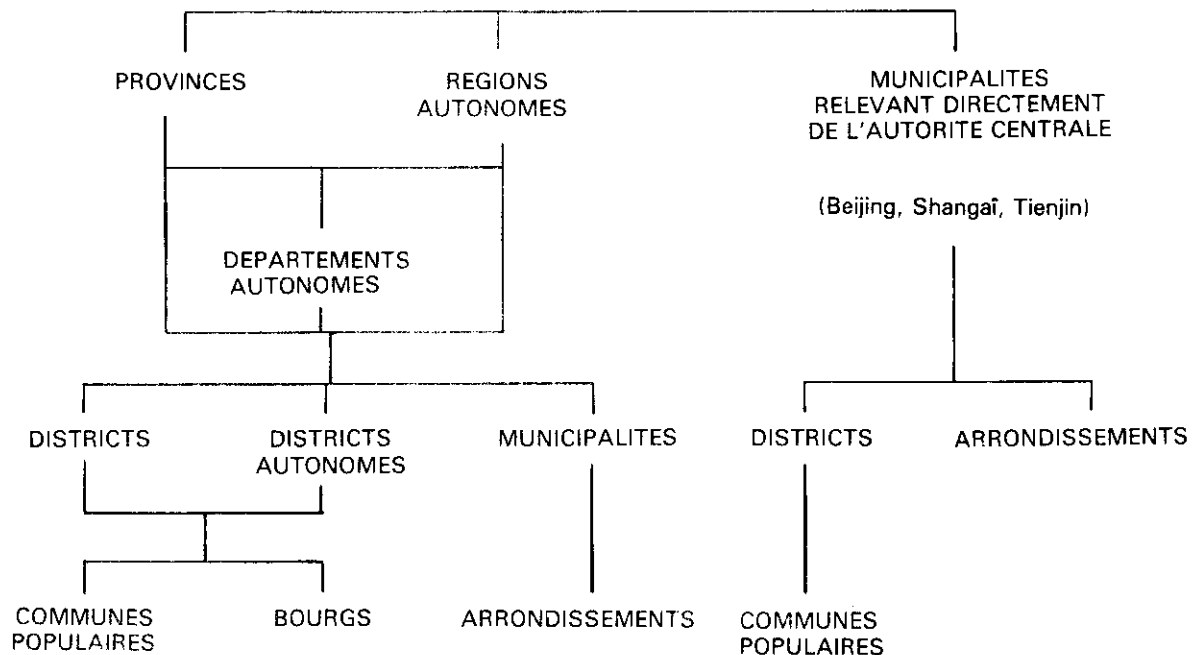
C'est cette situation de confusion et de blocage qui a amené le PCC à supprimer les comités révolutionnaires.

«A l'exception des entreprises industrielles et minières qui fusionnent le pouvoir de l'échelon de base et la gestion économique, les usines, les brigades de production, les écoles, les magasins, les administrations, les autres entreprises et institutions ne constituent pas un échelon du pouvoir, le comité révolutionnaire n'y sera donc plus instauré, mais on y appliquera le

18) Pourquoi n'y a-t-il plus de comités révolutionnaires dans les usines ? BI n° 42 (1978). P. 13. Souligné par nous.

LES ORGANES ADMINISTRATIFS LOCAUX RELEVANT DU CONSEIL DES AFFAIRES D'ETAT

(PI N° 20-1979)



système de responsabilité du directeur (directeur d'usine, chef de brigade, recteur, gérant ou autre) envers le travail qui lui est assigné sous la direction du comité du parti» (19). Suppression partielle puisqu'elle ne concerne pas les niveaux qui constituent «un échelon du pouvoir». A ces niveaux (province, district, commune populaire notamment), existent donc actuellement des comités de parti et des comités révolutionnaires ; ceux-ci sont des organes de gouvernement, des «organes administratifs locaux de l'Etat aux divers échelons» (article 37 de la Constitution).

C'est pourquoi pour toutes les entreprises et toutes les communes populaires où le pouvoir politique et la gestion économique sont intégrés, on ne supprime pas le comité révolutionnaire. Par exemple à Daqing, le pouvoir local est combiné avec la direction administrative. Son organe dirigeant reste actuellement le comité révolutionnaire. Dans les campagnes, les communes populaires étant les organes de base de pouvoir, on y a maintenu des comités révolutionnaires. Mais les brigades de production étant sous la direction des communes populaires, elles ne sont pas des organes du pouvoir local, et les comités révolutionnaires ne sont pas maintenus. Ils sont remplacés par la responsabilité du chef de brigade sous la direction du comité du parti (20). Il n'y a donc pas là, comme cela a été affirmé par certains, retour au système de direction unique d'avant 1958, mais à celui d'après 1958. D'autre part, il est clair que ce ne sont pas les institutions en elles-mêmes qui fixent l'orientation d'un pays, ou d'un parti, mais leur contenu de classe, leur ligne politique.

En résumé, la suppression des comités révolutionnaires n'est donc aujourd'hui que partielle : elle n'existe que dans toute unité de production ou toute institution administrative, scolaire ou commerciale qui ne constitue pas un échelon du pouvoir d'Etat local (21). Dans les autres cas, la suppression vise à clarifier une situation où la juxtaposition d'organes de pouvoir au sein d'une même entreprise empêchait et une direction politique réelle, et une gestion efficace, et un contrôle réel des travailleurs.

B) Le principe du système du congrès des syndiqués ou de la conférence des représentants des syndiqués convoqué annuellement par le syndicat sous la direction du comité du parti :

En plus du comité du parti qui exerce la direction politique effective sur l'unité de production, la tâche de faire participer les travailleurs à la gestion de l'usine, à l'exercice de la démocratie et au contrôle des cadres revient à un autre organe de responsabilité dans l'entreprise : *Le syndicat* (22).

En effet, le syndicat a pour tâche de renforcer la gestion démocratique dans l'entreprise : cette tâche a été rappelée par Ni Tchi Fou (membre du bureau politique et dirigeant des syndicats) dans son rapport au 9^e congrès de la fédération des syndicats de Chine tenu en octobre 1978 : *«Les syndicats doivent amener les ouvriers à exercer leurs droits démocratiques en tant que maîtres du pays et à participer à l'administration du pays, de leurs entreprises et de toutes leurs propres affaires, s'ils veulent être réellement les piliers de la dictature du prolétariat et s'ils veulent s'assurer que notre pays socialiste ne changera pas de nature (...). Responsables de la cause révolutionnaire, les syndicats doivent être des organisations d'avant-garde qui unissent et conduisent les ouvriers dans la lutte contre la bureaucratie, le subjectivisme et les infractions à la loi et à la discipline. Pour cela, ils doivent être des modèles dans l'application de la démocratie».*

Pour remplir cette tâche, précisément, le syndicat doit mener à bien le congrès des travailleurs, organe du pouvoir ouvrier dans l'entreprise : *«Une bonne façon de faire participer les travailleurs à la gestion des entreprises, à l'exercice de la démocratie et au contrôle des cadres est d'organiser un congrès des ouvriers et des employés sous la conduite du comité de parti. Les syndicats sont les organes de travail de ce congrès ou de l'assemblée des ouvriers et des employés. Ils doivent respecter ce système, le mettre pleinement en pratique et bien exécuter le travail quotidien. Désormais, les problèmes importants des entreprises doivent être soumis au congrès ou à l'assemblée en question. Les cadres dirigeants*

des entreprises doivent rendre compte de leur travail aux ouvriers et aux employés, écouter leurs opinions et accepter leur contrôle» (23).

Ainsi donc, les congrès des ouvriers et des employés syndiqués dans les petites entreprises ou les conférences de leurs représentants dans les grandes entreprises (24) constituent les organes du pouvoir des syndicats. En outre, les cadres des syndicats sont élus par les travailleurs ou plus précisément *«les comités des syndicats des différents échelons, qui sont les organes exécutifs des syndicats, sont élus par le congrès des syndiqués ou les conférences de leurs représentants aux échelons» (25).*

Le congrès des syndiqués ou de leurs représentants est un moyen d'assurer une gestion démocratique, de contrôler les cadres. En effet, chaque entreprise exerce principalement la gestion démocratique à travers le congrès des travailleurs placé sous la direction du parti. D'après les statuts de la fédération des syndicats de Chine, ce congrès est convoqué annuellement par les syndicats. Toute décision doit être adoptée démocratiquement et précédée d'une large discussion : plan de production, utilisation des fonds, administration et gestion de l'entreprise, choix du personnel, répartition des postes, bien être des

19) Editions de Beijing. V^e A.P.N. P. 97

20) BI n° 42 (1978). P. 15

21) BI n° 20 (1979). P. 21 et BI n° 9 (1979). P. 8.

22) En République populaire de Chine, le taux de syndicalisation est très important et une large majorité de travailleurs sont syndiqués. Les syndicats en Chine BI n° 23 (1979) P. 9-14.

23) BI n° 44 (1978). P. 10-11

24) «Quant aux cadres des syndicats, ils sont élus par les travailleurs. Dans les grandes entreprises comptant jusqu'à dix mille personnes, les cadres sont élus par un congrès syndical, alors que dans les petites usines de cent ou de deux cents personnes, les cadres sont élus directement par l'assemblée des syndiqués». BI n° 49 (1978) P. 6

25) BI n° 23 (1979) P. 11

travailleurs, etc. Ce système du congrès des travailleurs fut institué en 1957, interrompu en 1966 au début de la Révolution culturelle et rétabli en 1974. C'est ce que rappelle l'ouvrier de l'horlogerie de Tianjin : «A partir de 1957 a eu lieu chaque année sous la direction du comité du parti le congrès des travailleurs de l'usine (sauf durant les huit années perturbées par Lin Piao et les Quatre). Les dirigeants y rendent compte de leurs activités annuelles aux participants et écoutent les critiques et les suggestions de ceux-ci. Puis on adopte des résolutions sur les problèmes urgents à résoudre. Enfin, le congrès charge un groupe de surveiller l'application des résolutions. Les participants au congrès sont directement élus par les ouvriers. Chaque travailleur est électeur et éligible. Les critères pour les représentants sont les suivants : se comporter honnêtement sur le plan idéologico-politique ; bien accomplir le plan de production et ses tâches ; observer la discipline et les règlements ; maintenir les principes et oser lutter contre les tendances néfastes ; être en liaison avec les travailleurs ; être estimé par eux ; savoir exprimer leur avis au congrès et diffuser parmi eux les résolutions adoptées».

Après la clôture de chaque congrès, c'est le syndicat qui dirige l'activité quotidienne, écoute les avis des travailleurs, accepte leurs propositions ou demandes et contrôle, dans tous les domaines, l'application des résolutions adoptées au congrès.

Comment s'exerce ce contrôle dans l'intervalle de deux congrès ? C'est ce que précise l'ouvrier de l'horlogerie de Tianjin : «Dans le cas de mon usine, dans chaque atelier, ou chaque bureau, les délégués se divisent en groupes dont chacun a un représentant dans le groupe de surveillance. Chaque trimestre, ce dernier rend compte de l'application des résolutions au comité du parti, aux cadres et aux travailleurs, il félicite ceux qui ont bien appliqué les résolutions et critique ceux qui les ont mal exécutées, pose les problèmes et présente des propositions destinées à les résoudre.. Le groupe de surveillance formé cette année est composé de 13 personnes ; son chef est un vieil ouvrier» (26). Le syndicat, organe du congrès, organise donc les

activités du groupe de surveillance entre chaque congrès...

Le congrès contrôle la manière dont les cadres appliquent la politique du parti et il peut porter un jugement sur les cadres et proposer aux organismes supérieurs de les promouvoir, de récompenser ou de sanctionner leur travail (27). Le principe du contrôle politique des cadres à tous les échelons par le congrès des travailleurs se fonde sur celui de l'égalité politique réelle, concrète de la démocratie prolétarienne, opposé au principe de l'égalité politique formelle, abstraite de la démocratie bourgeoise.

C Le principe de l'élection des cadres par les ouvriers :

Des mesures nouvelles pour promouvoir, dans les usines, la gestion démocratique et permettre aux ouvriers de contrôler les cadres ont été adoptées par le 9^e congrès de la fédération des syndicats de Chine. En effet, ce congrès a décidé que, dorénavant, dans les entreprises, les chefs d'atelier, les chefs de section, les chefs d'équipe seraient élus par tous les membres de l'atelier, de la section et de l'équipe (28).

Cette mesure est à généraliser et à appliquer dans toutes les entreprises (29). Cette mesure nouvelle pouvant néanmoins conduire à des contradictions entre les cadres et les ouvriers, c'est alors au comité du parti et à l'organisation syndicale de mener à bien le travail idéologique et politique afin que la direction centralisée et la gestion démocratique se combinent dans l'entreprise.

Examinons ce que nous dit Wang Shoufu (président de l'organisation syndicale de l'atelier des chaudières de l'usine de machines Dong'an d'Harbin) sur l'élection d'un chef d'atelier dans son usine : «(l'élection) a eu lieu sous la direction du comité du parti de l'usine. Elle donnait des droits démocratiques aux ouvriers et ceux-ci s'y intéressaient. Cependant, certains se demandaient si elle ne demeurerait pas une pure formalité et si les droits démocratiques seraient véritablement assurés. D'autres ne voulaient pas critiquer les dirigeants incompetents car ils avaient peur de les froisser. Quelques cadres craignaient de perdre la face s'ils n'étaient pas élus. Ainsi, il fallut un long travail d'explication. La cellule

du parti et l'organisation syndicale de l'atelier ont donc intensifié le travail idéologique» (30).

De même, une autre mesure renforçant le contrôle ouvrier sur les cadres a été décidée récemment et à titre d'expérience : il s'agit du choix des directeurs d'une entreprise par les ouvriers. Par exemple, après de nombreuses discussions, les ouvriers du chantier naval Xinhe à Tianjin ont élu un directeur et six directeurs adjoints (31).

D. Le principe du droit de grève :

Il est stipulé par la constitution de la RPC (article 45). En cas de grève, l'attitude du syndicat de l'entreprise sous la conduite du comité du parti a été rappelée récemment : il s'agit principalement de soutenir les revendications légitimes des travailleurs et de les appuyer dans leur lutte contre la bureaucratie (32).

Ainsi, l'ensemble de ces mesures, impulsées au niveau de chaque entreprise, par le comité du parti et l'organisation ouvrière syndicale, loin de conduire à un dépérissement du contrôle politique et idéologique, renforce au contraire le processus de gestion démocratique. En effet, en luttant contre toutes les formes de «bureaucratisme», en développant la démocratie prolétarienne dans la gestion de l'entreprise, la classe ouvrière crée les conditions d'une transformation plus en profondeur de la superstructure. En

26 BI n° 23 (1979) P. 8

27) Voir exemple dans BI n° 49 (1978) P. 10

28) BI n° 44 (1978). P. 11

29) BI n° 11 (1979). P. 4 et BI n° 23 (1979). P. 13

30) BI n° 23 (1979). P. 19

31) BI n° 14 (1979) P. 29

32) Dans une interview, Kan Yonghe, Vice-président de la fédération des syndicats de Chine, déclare qu'en cas de grève, le syndicat «doit soutenir fermement les demandes raisonnables des ouvriers qui peuvent et doivent être satisfaites ; soutenir leur lutte contre la bureaucratie et transmettre au comité du parti et à l'administration de l'entreprise leurs demandes pour qu'elles soient acceptées au plus tôt» BI n° 23 (1979). P. 13.

exerçant ce «droit fondamental», elle permet que d'autres droits tels «le droit au travail, à l'instruction, au repos» soient mis en pratique dans des conditions supérieures.

La révolution dans les rapports de production

Celle-ci vise, entre autres, à transformer les rapports entre les hommes dans l'organisation du travail, c'est-à-dire à lutter contre la division capitaliste du travail. *Au sein des usines, la révolution dans les rapports de production vise à combattre à la fois la séparation entre travail manuel et intellectuel et la séparation entre travail de direction et travail d'exécution, à réduire les trois différences, à «restreindre le droit bourgeois et à empêcher la formation d'une classe de bureaucrates» pour promouvoir des «rapports de type nouveau, rapports socialistes qui existent entre les hommes dans le travail» (33).*

Cette révolution dans les rapports de production de l'usine s'accomplit en s'appuyant sur l'un des principes fondamentaux de la «charte d'Anchan», celui de la double participation :

1) La participation des cadres au travail productif :

Cette participation est non seulement encouragée mais codifiée de manière précise. A la conférence nationale pour s'inspirer de Daqing dans l'industrie, les chiffres suivants ont été avancés en ce qui concerne l'entreprise d'avant-garde de Daqing : les dirigeants et le personnel administratif prennent part au travail manuel plus de 60 jours par an, les cadres des usines et des services plus de 100 jours, les cadres des brigades plus de 150, les cadres de base travaillent toujours comme des ouvriers (34).

Toujours à Daqing, hors la participation à la production industrielle, les cadres prennent part également à la production agricole, de l'ensemencement à la récolte. On leur demande, en outre, d'apprendre un ou plusieurs métiers auprès des ouvriers. Des mesures exigent que les dirigeants aillent aux unités de base et qu'ils s'interdisent toute attitude bureaucratique. Ils

doivent travailler à tour de rôle comme chefs d'équipe de forage ou d'autres unités de base. Ils doivent partager souvent la vie des unités importantes pour diriger le travail sur place en organisant des «postes de commandement du front» et faire des tournées dans les chantiers pour résoudre les problèmes dans les plus brefs délais, c'est-à-dire former des «bureaux improvisés». A Daqing, la simplicité de la vie des cadres est frappante. Ils prennent leur repas avec les ouvriers, habitent dans les mêmes maisons qu'eux, bénéficient du même système de soins médicaux gratuits, portent les mêmes bleus de travail. De l'extérieur, rien ne distingue les cadres qui dirigent des dizaines de milliers d'ouvriers de ces derniers (35).

Aussi, la participation des cadres au travail productif doit leur permettre :

- de découvrir les problèmes embarrassants dans le travail et les résoudre,
- de procéder à un travail politique et idéologique parmi les travailleurs
- d'écouter en personne les opinions et les suggestions des travailleurs
- d'assimiler «l'intelligence, la compréhension et les sentiments des travailleurs» (36).

C'est ce que souligne le secrétaire du comité du parti de la fonderie de la société sidérurgique Cheoutou à Pékin : *«Les membres du comité du parti et les directeurs de l'usine sont en grande partie choisis parmi les ouvriers. Une fois devenus cadres dirigeants, ils doivent conformément aux instructions du parti, aller souvent parmi les ouvriers pour mieux les comprendre et ne pas s'écarter d'eux. Quatre membres de notre comité du parti ne sont pas détachés du travail productif ; ils travaillent avec les ouvriers. En outre, grâce aux réunions des cadres dirigeants des divers échelons, tenues chaque jour avant de commencer le travail et aux réunions des ouvriers après le travail, l'opinion des ouvriers ainsi que les problèmes surgis dans la production parviennent rapidement au conseil d'administration et au comité du parti» (37).*

Cette mesure vise donc à donner à la classe ouvrière un moyen de contrôle supplémentaire (en plus des droits démocratiques établis

dans la sphère de la superstructure) sur les cadres dirigeants.

Mais afin que la maîtrise progressive des producteurs sur les conditions et les moyens de la production s'exerce, il faut qu'en plus du contrôle des travailleurs sur les organes dirigeants les ouvriers eux-mêmes participent directement à la gestion...

2) La participation des ouvriers à la gestion :

Cette participation se caractérise par le fait que tous les ateliers, tous les groupes et toutes les équipes ont maintenant leurs préposés à l'équipement, à la sécurité, à la santé publique, aux matériels, au registre des présences, à la vérification des produits ainsi qu'à l'étude de la théorie marxiste-léniniste. Elus par les ouvriers, ils ne sont pas coupés de la production et épaulent la direction dans la gestion de l'usine (38).

Par cette mesure, il s'agit donc que la gestion de la production ne soit pas coupée de la politique : *«cela signifie concrètement la combinaison des services administratifs et techniques avec les organisations de masse à tous les échelons» (39).*

Les organisations de masse, celles organisées par le syndicat sous la direction du parti, groupes de travail de la production, groupes de sécurité, groupes de surveillance de la gestion, et d'autres comme la «ligue communiste de la jeunesse» ou «l'union des femmes» remplissent, en plus de leurs tâches spécifiques, également la même fonction : au niveau de l'atelier et de l'usine toute entière, organiser le

33) BI n° 21 (1977). Discours de Hua Guofeng à la conférence nationale pour s'inspirer de Daqing dans l'industrie. P. 11

34) Chiffres donnés par Alain Lefebvre. P. 149.

35) BI n° 21 (1977). P. 22-23

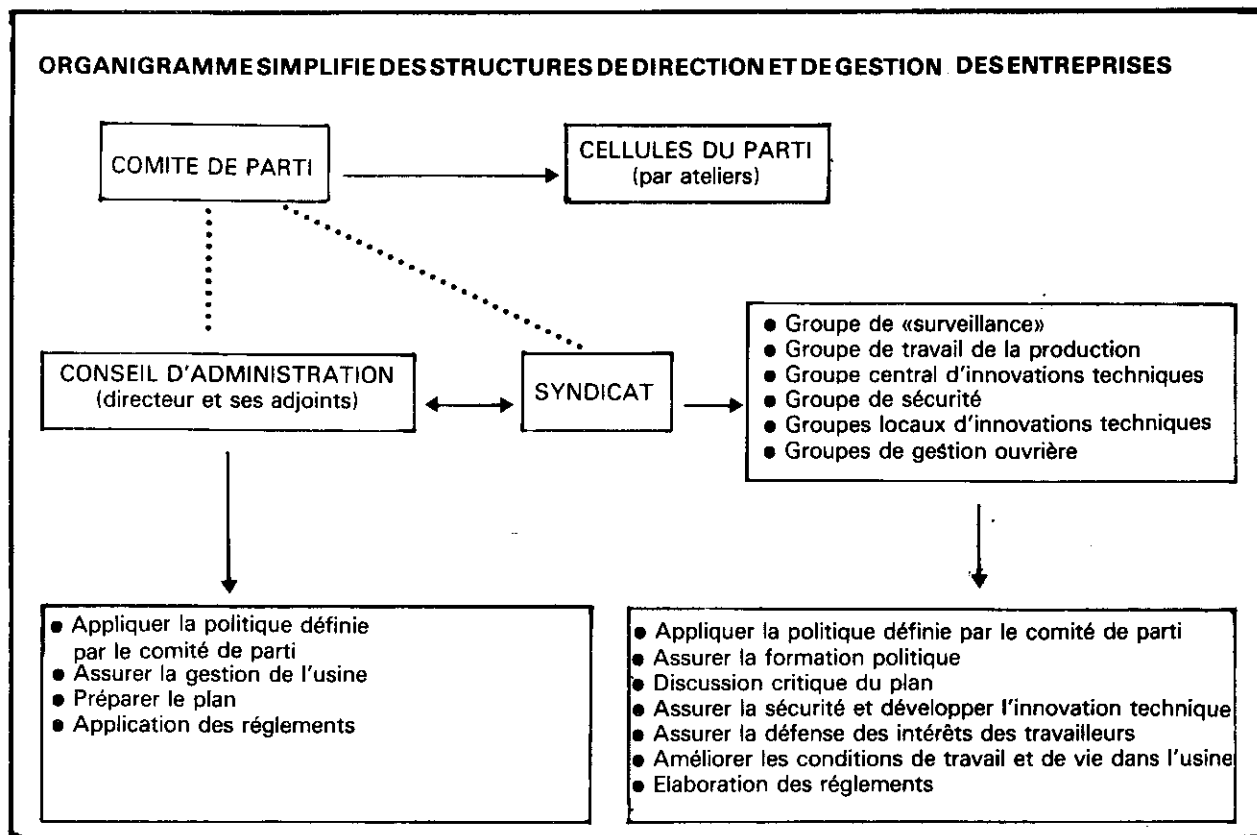
36) BI n° 28 (1973).

37) BI n° 42 (1978). P. 15

38) BI n° 42 (1978). P. 15

39) A travers la Chine 73 (compte rendu du voyage Association Belgique-Chine. P. 53)

ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DES STRUCTURES DE DIRECTION ET DE GESTION DES ENTREPRISES



travail idéologique et d'éducation politique et permettre la participation des ouvriers à la gestion sous ses différents aspects (production, révolution technique comme nous allons le voir, calcul économique, affaires financières...) et s'occuper des questions de bien-être et de la vie courante.

Par exemple, à la conférence des représentants des ouvriers et des employés de l'usine à roulements à billes de Harbin regroupant douze mille travailleurs, «(...) La conférence qui rassemblait 600 personnes a duré deux jours. Il y avait 60 % d'ouvriers, un quart de femmes et les autres étaient des techniciens et des administrateurs. Après que le directeur de l'usine eut rendu compte des projets à court et à long terme, ont été exprimés 600 avis des ouvriers. Ils ont abordé des problèmes touchant la production, la gestion, les innovations techniques, les conditions de vie des ouvriers et le comportement des dirigeants. La conférence a mis sur pied un groupe chargé d'examiner les avis et de les transmettre aux départements intéressés, afin que ceux-ci donnent des réponses et

prennent des mesures à ce sujet à bref délai» (40).

Ainsi, de l'établissement de la comptabilité à la discussion du plan, on peut saisir le contenu concret que peut prendre le centralisme démocratique avec un tel type d'organisation puisque les ouvriers qui assument ces responsabilités dans les différents «groupes» continuent bien entendu à participer à la production (41). De la sorte, est combattue la séparation développée par le capitalisme entre la production et la direction de celle-ci, c'est-à-dire la politique.

De plus, l'appareil bureaucratique ou administratif de gestion séparé du travail productif se trouve réduit dans de fortes proportions par cette prise en mains directe de toute une série de tâches de gestion par les ouvriers eux-mêmes. A la conférence nationale pour s'inspirer de Daqing dans l'industrie, le chiffre de 18 % a été fixé comme norme à ne pas dépasser en ce qui concerne le personnel administratif par les entreprises (42). Il y a quelque temps, dans la série d'articles sur «se conformer aux lois économiques pour accélérer les quatre

modernisations», Hou Kiamou revenait sur cette question en soulignant qu'«à l'intérieur d'une entreprise, il faut aussi réduire le plus possible le rôle de la gestion administrative» (43). Cet effort de réduction du personnel non productif crée donc une base objective sur laquelle le syndicat dirigé par le comité du parti peut s'appuyer pour conduire la lutte, au sein de

40) *Bl* n° 23 (1979). P. 17

41) Par exemple, à Harbin dans l'usine à roulements à billes, c'est le comité du syndicat qui organise les activités des différents groupes dans l'intervalle de deux congrès : «Ce comité se compose de 45 personnes : travailleurs modèles, vieux ouvriers, ouvrières, ingénieurs, techniciens, travailleurs des services publics, syndicalistes. Neuf d'entre eux, dont le président et les vice-présidents du syndicat, ne participent pas à la production». *Bl* n° 23 (1979). P. 17

42) *Le système économique chinois*. P. 147.

43) *Bl* n° 47. P. 14

l'entreprise, contre le bureaucratisme. De cette manière, s'il est certain que la division du travail est loin d'être abolie actuellement en Chine, le principe de la double participation, pendant la transition socialiste, constitue une forme de lutte concrète et décisive contre les rapports capitalistes entre les hommes dans l'organisation du travail, c'est-à-dire la séparation entre travail intellectuel et manuel et celle entre travail de direction et travail d'exécution.

L'application de ce principe vise donc à transformer les rapports de production en réduisant les «trois différences» et en instaurant des rapports de type nouveau, des rapports socialistes entre les hommes dans le travail.

La révolution dans le domaine des techniques de production

Le rythme de l'édification n'étant pas simplement une «question économique», mais une «question

politique» (44) *la révolution dans le domaine des techniques de production consiste à s'appuyer sur les masses, à mener un mouvement de masse dans chaque entreprise pour développer la production en comptant sur ses propres forces principalement et selon le principe : quantité, rapidité, qualité et économie.*

Cette révolution s'appuie fondamentalement sur l'émulation socialiste au travail qui cherche à mobiliser tous les facteurs positifs, à mettre pleinement en valeur l'enthousiasme, l'initiative et l'esprit créateur des travailleurs. En effet, «pour que l'économie nationale se développe à un rythme élevé, il nous faut rompre avec la routine et adopter autant que possible des techniques avancées. Nos ouvriers, paysans et intellectuels doivent, en s'armant d'un intrépide esprit créateur, penser, s'exprimer et agir avec audace ; formuler des suggestions et des propositions et donner toute leur mesure pour que la campagne d'innovation et de révolution techniques connaisse un vaste essor dans les villes comme dans les régions rurales (...). Dans chaque

région et chaque secteur, on doit surtout éviter de se confiner dans la vieille routine, de s'enliser dans le conservatisme. Il faut renforcer les échanges techniques, et combattre la néfaste pratique bourgeoise du blocus réciproque des informations». C'est ce que rappelait Hua Guofeng dans son rapport sur les activités du gouvernement à la V^e assemblée populaire nationale (45).

Or l'émulation socialiste dans le travail se fonde sur le processus de gestion démocratique : en effet, celle-ci n'est possible que lorsque le prolétariat exerce de plus en plus son pouvoir au sein de l'entreprise. Elle doit refléter les rapports de solidarité entre les ouvriers et leur attitude de maître dans la production. Elle doit être donc aux antipodes de la concurrence capitaliste. Dans l'émulation socialiste au travail, chacun doit prendre exemple sur l'autre et s'entraider pour progresser ensemble. C'est

44) Hua Guofeng. *BI* n° 21. P. 15.

45) Editions de Beijing. P. 66-67



Une étudiante de l'Université ouvrière «21 juillet» de l'usine de machines-outils de Shanghai discute d'une innovation technique avec des ouvriers.

pourquoi l'expérience d'avant-garde d'un individu ou d'une entreprise est popularisée dans les autres unités afin que les secteurs en retard puissent s'améliorer (46).

Aussi, au cours de l'émulation socialiste au travail, il faut veiller à combiner encouragement moral et encouragement matériel, l'accent étant mis sur le premier, c'est-à-dire la conscience politique des travailleurs (47). D'ailleurs, les campagnes d'émulation socialiste au travail s'appellent «*aujourd'hui mouvements d'augmentation de la production et de pratique de l'économie et non pas comme autrefois mouvement de records ou de travailleurs modèles*» indique Yu Yandong, directeur du bureau de production de la fédération municipale des syndicats d'Harbin, et il nous donne cet exemple : «*Au début de 1978, au cours d'une réunion tenue par les entreprises de la ville, un groupe de l'usine de locomotives et de matériel roulant a lancé un «défi amical» à tous les autres groupes de la ville. Ainsi a été amorcée la campagne. La fédération municipale l'a dirigée. Les 944 groupes participants ont été divisés en 54 «zones» où se font les échanges d'expériences. Deux fois par an, on procède à des commentaires et à des comparaisons. A la fin de l'année dernière, un tiers des groupes a accompli deux mois avant terme le plan de production, 63 d'entre eux ont été désignés comme groupes d'avant-garde. L'émulation stimule l'initiative des ouvriers. Elle leur permet de mettre en valeur leurs talents, d'élever leur niveau technique et de surmonter les difficultés rencontrées dans la production. Elle favorise la production. Harbin, jadis ville consommatrice, n'avait qu'une huilerie et une minoterie ; elle est devenue une ville où 520 000 ouvriers travaillent dans 1 400 usines. Beaucoup de machines et d'équipements des grandes centrales électriques ont été fabriqués ici*» (48).

En outre, la participation des ouvriers à tous les aspects de la gestion de l'entreprise nécessite qu'ils puissent devenir à la fois «rouges et experts». C'est pour atteindre cet objectif que le syndicat sous la direction du comité du parti organise des «groupes d'innovation technique» formés sur le principe de la «triple union» des ouvriers, cadres et techniciens. En effet,

l'élévation du niveau technique des travailleurs de base est une condition indispensable d'une part pour un fonctionnement réel des groupes d'innovation technique, d'autre part pour la réussite du mouvement d'émulation socialiste au travail : c'est le rôle des universités ouvrières du 21 juillet de permettre cette élévation (49). De même, cette élévation technique dépend également du temps que les ouvriers peuvent consacrer à l'étude. Or la modernisation socialiste de l'industrie en accélérant la mécanisation crée les conditions pour qu'une part de temps plus importante soit consacrée à l'étude et à l'éducation. C'est là un enjeu significatif de la tâche de la modernisation socialiste et de son lien avec le renforcement du contrôle ouvrier à tous les niveaux.

Faire triompher au sein des usines une voie socialiste de gestion, tel est le sens des mesures prises dans ce domaine par le PCC : en effet, la politique de la classe ouvrière au poste de commandement doit changer du tout au tout le but de la production, par rapport au capitalisme. Au lieu du profit qui est le but et le moteur déterminant de la production capitaliste, la production sous dictature du prolétariat doit avoir pour but la satisfaction des besoins du peuple et le moteur essentiel de son développement doit être la conscience politique et idéologique des producteurs immédiats.

Cette différence essentielle, au niveau du but de la production, ne peut manquer de se refléter au niveau de la gestion de la production : là où le profit commandait, c'est la politique prolétarienne qui doit être mise au poste de commande ; là où régnait le centralisme bureaucratique et administratif, c'est le centralisme démocratique des travailleurs associés qui doit s'imposer ; là où le travail manuel était exploité par le capital qui s'est incorporé le monopole du travail intellectuel, on doit voir les cadres participer au travail manuel et les ouvriers à la gestion ; là où la gestion était une affaire de spécialistes coupés du travail productif, ce sont les producteurs eux-mêmes qui doivent s'en emparer dans l'usine. Bref, c'est la voie socialiste du contrôle ouvrier sur les conditions, l'organisation et les buts de

la production. *Mais toutes ces transformations révolutionnaires (celle de la superstructure, celle des rapports de production et celle dans le domaine des techniques de production) restent l'enjeu essentiel de la lutte entre les deux voies au sein de l'usine durant la période de transition.*

LE RÔLE DU TRAVAIL IDEOLOGIQUE ET POLITIQUE DU COMITE DE PARTI DANS LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

«(...) Certains de nos camarades n'ont pas compris la nécessité de l'importance de l'action idéologique et politique pendant la nouvelle période historique.»

BI n° 19 (1979). Renforcer

46) *BI n° 23 (1977). P. 2-3. De même, cet article a l'intérêt de rappeler la position de Lénine sur cette question : «Au nombre des absurdités que la bourgeoisie répand volontiers sur le compte du socialisme, il en est une prétendant que les socialistes contestent l'importance de l'émulation. Or, en réalité, seul le socialisme ouvre pour la première fois la voie à une émulation véritablement massive, loin d'éteindre l'émulation, le socialisme crée au contraire, pour la première fois, la possibilité de la stimuler réellement sur une vaste échelle d'une façon véritablement massive, d'ouvrir à la majorité des travailleurs un champ d'action où ils pourraient faire leurs preuves, déployer leurs facultés, révéler leurs talents» (Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets).*

47) *Rapport sur les activités du gouvernement à la V^e A.P.N. Ed de Beijing P. 72.*

48) *BI n° 23 (1979). P. 18.*

49) *Du nom d'une directive de Mao Zedong sur l'expérience de l'usine de machines-outils de Changhai qui a formé son personnel technique à partir du rang de ses ouvriers. Des universités du 21 juillet ont vu le jour dans toute la Chine au cours des dernières années.*



Un groupe d'étude théorique dans une aciérie de Shanghai.

l'action idéologico-politique. Editorial du Renmin Ribao P. 12).

La direction de la classe ouvrière dans la société socialiste doit s'exercer dans tous les domaines de la vie sociale. Mais cette direction ne peut s'établir par simple décret : aussi le contrôle ouvrier dans l'usine se gagne par une lutte constante et prolongée contre d'innombrables obstacles dont l'un des principaux reste l'obstacle du «bureaucratisme».

Souligné par Hua Guofeng devant la V^e assemblée populaire nationale en 1978, ce défaut reste une préoccupation importante pour le PCC (50).

Le bureaucratisme est, en effet, un obstacle au renforcement du contrôle ouvrier dans l'usine et au maintien d'une voie socialiste de gestion dans l'entreprise. Aussi, la direction du parti prolétarien est-elle indispensable pour conduire cette

lutte contre le danger bureaucratique, expression d'une voie capitaliste de gestion dans l'entreprise au cours de la période historique de transition, puisque celle-ci consiste à s'en remettre aux «experts» et aux techniciens et à croire que les ouvriers n'ont ni le temps, ni la capacité de diriger tout en produisant. C'est pourquoi les diverses formes d'organisation et les mesures concrètes dont il a été question précédemment, si elles permettent de saisir concrètement comment les ouvriers participent de plus en plus à la gestion des entreprises, ne suffisent pas à trancher pour autant la question du pouvoir ouvrier, de «qui dirige ?», qui ne peut se ramener à ce seul aspect : en effet, cette question du contrôle ouvrier ou de la gestion démocratique dans l'usine ne peut se comprendre dans sa totalité qu'en liaison avec celle de la ligne politique et de la façon dont elle est appliquée par les

cadres dirigeants aux différents niveaux dans la gestion et l'organisation de la production.

La question du contrôle ouvrier renvoie donc, en définitive, à la

50) *Le Renmin Ribao a publié le 10 avril de cette année un article critiquant le fait que dans certaines régions, le chiffre du personnel administratif soit le double de ce qu'il était avant la Grande Révolution Culturelle. Cet article indiquait que certains cadres responsables, malgré leur mauvais travail, gardaient toujours leur poste de direction et que si la situation ne changeait pas, le bureaucratisme progresserait rapidement, ce qui à coup sûr, empêcherait de réaliser les quatre modernisations. BI n° 17 (1979) P. 7-8. On se reportera de même à un article du Renmin Ribao selon lequel «la santé du corps social dépend avant tout de la qualité des cadres dirigeants». Cet article est mentionné dans BI n° 19 (1979) P. 8.*

nécessité du comité du parti de l'usine dont précisément le rôle est de placer la politique au poste de commandement, c'est-à-dire de poursuivre une action idéologique et politique afin de résoudre les nombreuses contradictions qui subsistent ou qui apparaissent au cours du processus de gestion démocratique.

C'est par rapport à cette donnée essentielle que doit être appréciée l'importance accordée actuellement par la presse du PCC (51) au renforcement du travail idéologique et politique du parti et de ses organisations.

Tâche essentielle, mais qui doit écarter deux écueils : la tendance à oublier la lutte de classes comme celle qui l'amplifie, déforme sa cible, voit en tout point de vue, manifestation erronée, une ligne politique à détruire, multiplie les grands mouvements de masse hors de propos, l'écueil du «révisionnisme de droite» et l'écueil du «révisionnisme de gauche» (52).

C'est ce que soulignait, en mai de cette année, un éditorial du *Renmin Ribao* : «La Chine est un pays socialiste. Pour la moderniser, nous devons poursuivre la voie socialiste et maintenir la dictature du prolétariat, la direction du parti communiste, le marxisme-léninisme et la pensée Mao Zedong. Sans un puissant travail idéologico-politique, ce serait impossible. Durant la nouvelle période historique, nous devons appliquer ce principe : répandre les idées prolétariennes et éliminer les idées bourgeoises. Nous nous opposons à ce qu'on amplifie le champ de la lutte des classes (...). Mais on ne peut pas dire que la lutte des classes est terminée. Nous devons savoir qu'aujourd'hui il existe non seulement un petit nombre de contre-révolutionnaires et de criminels qui regardent d'un mauvais œil la modernisation socialiste du pays et la sabotent ; il y a aussi la lutte de classes sur le plan idéologique et la lutte entre les deux conceptions du monde qui se disputent l'esprit des jeunes. La multiplication des échanges avec l'étranger aura pour conséquence le renforcement de l'influence exercée par les idées et le mode de vie bourgeois, et il y aura toujours des gens qui auront tendance à douter des quatre impératifs fondamentaux (voie socialiste, dictature du prolétariat, direction du parti commu-

niste, marxisme-léninisme et pensée Mao Zedong) et à s'y opposer. La contradiction entre les deux classes et entre les deux voies est un fait objectif. Nous devons adopter une attitude réaliste à cet égard (...). Répandre les idées prolétariennes et éliminer les idées bourgeoises est une tâche de longue durée. Nous ne pouvons pas relâcher l'effort d'éducation idéologique et politique des masses populaires» (53).

En définitive, le renforcement du contrôle ouvrier et le maintien d'une voie socialiste de gestion dans l'usine dépendent étroitement de la direction idéologique et politique qu'exerce le parti sur le processus complexe et multiforme de la gestion démocratique et sur la lutte pour étendre la démocratie prolétarienne.

Le bureaucratisme reste cependant un obstacle, dans le présent. Surmonter cet obstacle est l'un des enjeux de la lutte entre les deux voies (54) au sein du PCC à l'heure actuelle. ■

51) «Quoi que nous fassions, nous, les communistes, accordons une grande importance à l'éducation idéologique et à l'élévation du niveau de conscience des gens. Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire (...). A l'époque socialiste, son rôle reste essentiel pour

accomplir les tâches de l'édification économique (...). Pour réaliser les quatre modernisations, il faut non seulement accroître considérablement les forces productives, mais aussi rectifier tout ce qui ne concorde pas avec celles-ci dans les rapports de production, la superstructure, les façons de gérer, d'agir, et de penser. Un tel changement embrasse tous les aspects de la vie sociale, y compris les activités économiques, politiques et culturelles, les diverses professions et chaque individu. Il s'agit là d'une véritable révolution, ample et profonde. Au cours de cette nouvelle période historique, beaucoup de nouvelles conditions seront posées et beaucoup de problèmes et de contradictions feront leur apparition et provoqueront des divergences d'opinions entre les gens. L'action idéologico-politique sera d'autant plus importante. Il ne faut pas la restreindre, mais la renforcer». *BI n° 19 (1979). P. 12*

52) *BI n° 44 (1978). P. 22*

53) *BI n° 19 (1979). P. 13*

54) *Pour mieux saisir cette lutte, on se reportera à la déclaration de Zhao Ziyang (membre suppléant du bureau politique du CC du parti et premier secrétaire du comité du parti pour la province la plus peuplée de Chine) selon laquelle : «Il faut liquider l'influence de deux courants d'idées fausses, courant d'extrême-gauche et courant de droite, qui existent actuellement au sein du parti et dans la société». BI n° 23 (1979). P. 3*